

AGH/BP

met notifié aux parties le 30.8.73

N°31/CA DU REPERTOIRE

YU AU NOM DU PEUPLE DAHOMEEN

N°69-28/CA DU GREFFE

COUR SUPREME

ARRÊT DU 27 JUILLET 1973.

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

EVIT HANKPE PIERRE

ORGANISATION COMMUNE

DAHOMÉY-NIGER

(OCDN)

VU LA REQUÊTE PRÉSENTÉE PAR LE SIEUR PIERRE HANKPE, OPÉRATEUR DE DISPATCHING À L'OCDN, DEMEURANT À COTONOU, CARRÉ N°711 AYANT POUR CONSEIL MAÎTRE KEKE JOSEPH, AVOCAT À COTONOU, CHEZ LEQUEL IL A ÉLU DOMICILE ENREGISTRÉE LE 13 JUILLET 1969 AU GREFFE DE LA COUR SUPRÊME, ET TENDANT À L'ANNULATION POUR EXCÈS DE POUVOIR DE LA DÉCISION N°59/PV 11/OCDN DU 3 FÉVRIER 1969 DU DIRECTEUR DE L'OCDN LE SUSPENDANT DE SES FONCTIONS, PAR LES MOYENS QUE LA DITE DÉCISION EST ENTACHÉE D'ILLÉGALITÉ ET VIOLÉ LE PRINCIPE DE DROIT "NON BIS IN IDEM".

350
FRANCS

VU LE MÉMOIRE AMPLIATIF EN DATE DU 11 DÉCEMBRE

1969, REÇU ET ENREGISTRÉ AU GREFFE DE LA COUR LE 16 DÉCEMBRE 1969 PAR LEQUEL MAÎTRE JOSEPH KEKE, CONSEIL DU REQUÉRANT DÉVELOPPAIT SES MOYENS, MAIS SOLLICITAIT EN CONCLUSION L'ANNULATION DE LA DÉCISION N°217 DU 13 MARS 1969 PORTANT RÉVOCATION DU SIEUR HANKPE.

VU LES LETTRES N°170 ET 980 DES 6 FÉVRIER ET 4 JUIN 1970, ENREGISTRÉES COMME CI-DESSUS RESPECTIVEMENT LES 6 FÉVRIER ET 5 JUIN 1970, PAR LESQUELLES LE DIRECTEUR DE L'OCDN REPLIQUAIT AU RECOURS DU SIEUR HANKPE EN FAISANT OBSERVER À LA COUR QUE LA MUTATION DU SIEUR HANKPE DE PASSA-TOUMÈ À COTONOU N'AVAIT AUCUN CARACTÈRE DISCIPLINAIRE ET N'AVAIT POUR SEUL MOTIF QUE DES NÉCESSITÉS DE SERVICE, QUE SA RÉVOCATION PAR CONTRE EST INTERVENUE APRÈS DES FAUTES DUMENT CONSTATÉES PAR UN CONSEIL DE DISCIPLINE ET RECONNUES PAR LE REQUÉRANT ; QUE CETTE MESURE A ÉTÉ PRISE À SON ENCONTRE APRÈS OBSERVATION DE LA PROCÉDURE DISCIPLINAIRE.

VU LE MÉMOIRE EN RÉPONSE DE MAÎTRE KEKE REÇU ET ENREGISTRÉ COMME CI-DESSUS LE 21 AVRIL 1970 PAR LEQUEL LE CONSEIL DU REQUÉRANT SOUTIENT DE NOUVEAU QU'IL S'AGIT D'UNE AFFECTATION DISCIPLINAIRE.

VU LES AUTRES PIÈCES PRODUITES ET JOINTES AU DOSSIER.

VU L'ORDONNANCE N°21/PR EN DATE DU 26 AVRIL 1966 PORTANT COMPOSITION, ORGANISATION, FONCTIONNEMENT ET ATTRIBUTIONS DE LA COUR SUPRÊME.

7 12 a

.../...

OUT À L'AUDIENCE PUBLIQUE DU VENDREDI VINGT SEPT
JUILLET MIL NEUF CENT SOIXANTE TREIZE MONSIEUR LE CONSEIL
LER BOUSSARI EN SON RAPPORT;

MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL GBENOU EN SES CON
CLUSIONS;

ET APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ CONFORMÉMENT À LA LOI

SUR LA COMPÉTENCE DE LA CHAMBRE ADMINISTRATIVE
SANS QU'IL SOIT BESOIN D'ANALYSER LES MOYENS DU POURVOI

CONSIDÉRANT QUE LE REQUÉRANT, LE SIEUR PIERRE
HANKPE, EST UN AGENT RÉGI PAR LE STATUT DU PERSONNEL PER
MANENT ARRÊTÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ANCIEN
NET RÉGIE DES CHEMINS DE FER DE L'A.O.F. AU COURS DE SA
SÉANCE DU 4 NOVEMBRE 1954; QUE CETTE RÉGIE AUX TERMES D'
LE PROTOCOLE D'ACCORD PASSÉ LE 5 JUILLET 1954 ENTRE LE GOU
VERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER ET LE GOUVERNEMENT DE
LA RÉPUBLIQUE DU DJIBOUTI, EN SON ARTICLE 8, A ÉTÉ REMPLACÉ
PAR "UN ORGANISME COMMUN ÉTABLISSEMENT PUBLIC À CARACTÈ
RE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, DOTÉ DE LA PERSONNALITÉ CIVIL
LE ET DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE".

CONSIDÉRANT QUE NI CE PROTOCOLE D'ACCORD, NI LA
CONVENTION D'APPLICATION SIGNÉE LE 8 DÉCEMBRE 1959 PAR
LES DEUX PARTIES N'ONT PRÉCISÉ LA SITUATION JURIDIQUE DU
PERSONNEL DÉVÉLU À L'OCDN; MAIS QUE PAR DÉCISION N°1 CA/
OCDN EN DATE DU 21 DÉCEMBRE 1959 PRISE PAR LE CONSEIL
D'ADMINISTRATION DE CET ORGANISME, IL EST PRÉCISÉ QUE CER
TAINS TEXTES DE L'EX RÉGIE ÉTAIENT FORMELLEMENT RECONDUITS
Y COMPRIS LES STATUTS RÉGISSANT ANTÉRIEUREMENT LE PERSON
NEL.

CONSIDÉRANT QU'EN CE QUI CONCERNE LA COMPÉTENCE
RATIVE LOCI, DANS LE SILENCE DES PARTIES QUI N'ONT INCLU
DANS LE PROTOCOLE D'ACCORD AUCUNE CLAUSE ATTRIBUTIVE DE
JURIDICTION, IL Y A LIEU DE FAIRE APPLICATION DE LA LOI
DU LIEU D'EXÉCUTION DU CONTRAT.

CONSIDÉRANT QU'EN CE QUI CONCERNE LA COMPÉTENCE
RATIVE MATÉRIELLE, AUX TERMES DE L'ARTICLE 87 DU STATUT
DU PERSONNEL PERMANENT DE L'OCDN, SONT APPLICABLES AUX
AGENTS DE CET ORGANISME LES DISPOSITIONS DU CODE DU TRAV
AIL; QUE LES DROITS ET AVANTAGES ACCORDÉS EN SUS AUX PER
SONNELS LES SONT PAR ASSIMILATION AUX DISPOSITIONS PRISES
TEN FAVEUR DES FONCTIONNAIRES; QUE NONOBSTANT CETTE DERNIÈ
RE CLAUSE, LES DIFFÉRENTS DE TRAVAIL OPPOSANT LE PERSONNEL
DE L'OCDN À CET ORGANISME RESSORTISSENT À LA COMPÉTENCE
JUDICIAIRE.

QU'IL DÉCHET EN CONSÉQUENCE DE DÉCLARER LA COUR
SUPRÊME, EN SA CHAMBRE ADMINISTRATIVE, INCOMPÉTENTE POUR
CONNAÎTRE DU RECOURS DU SIEUR PIERRE HANKPE SANS QU'IL
SOIT BESOIN DE L'EXAMINER AU FOND.

3w

de

.../...

PAR CES MOTIFS

D E C I D E

ARTICLE 1ER: LE RECOURS SUSVISÉ DU SIEUR PIERRE HANKPE EST
REJETÉ EN LA FORME ;

ARTICLE 2 : LES FRAIS SONT MIS À LA CHARGE DU REQUÉRANT ;

ARTICLE 3 : NOTIFICATION DE LA PRÉSENTE DÉCISION SERA FAITE
AUX PARTIES ;

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ PAR LA COUR SUPRÊME
(CHAMBRE ADMINISTRATIVE) COMPOSÉE DE MESSIEURS :

CYPRIEN AINANDOU, PRÉSIDENT DE LA COUR SUPRÊME PRESIDENT

CORNEILLE BOUSSARI ET GASTON FOURN CONSEILLERS

ET PRONONCÉ À L'AUDIENCE PUBLIQUE DU VENDRE-
DI VINGT SEPT JUILLET MIL NEUF CENT SOIXANTE TREIZE, LA CHAM-
BRE ÉTANT COMPOSÉE COMME IL EST DIT CI-DESSUS EN PRÉSENCE
DE MONSIEUR :

GRÉGOIRE GBENOU

PROCUREUR GENERAL


ET DE MAÎTRE HONORÉ GERO AMOUSSOUGA GREFFIER EN CHEF

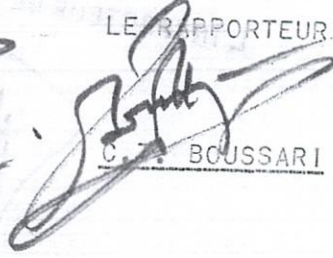
ET ONT SIGNÉ :

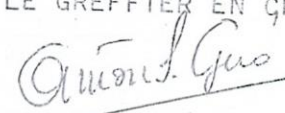
LE PRÉSIDENT

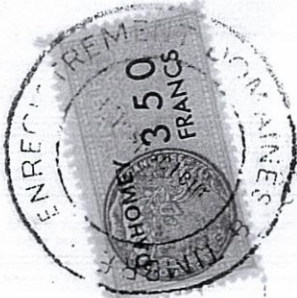
LE RAPPORTEUR

LE GREFFIER EN CHEF


C. AINANDOU


C. BOUSSARI


H. GERO AMOUSSOUGA



1170

1170

TITRE : L'ÉTAT DE LA VENTE DE LA PROPRIÉTÉ

TITRE : L'ÉTAT DE LA VENTE DE LA PROPRIÉTÉ

TITRE : L'ÉTAT DE LA VENTE DE LA PROPRIÉTÉ

TITRE : L'ÉTAT DE LA VENTE DE LA PROPRIÉTÉ

TITRE : L'ÉTAT DE LA VENTE DE LA PROPRIÉTÉ

TITRE : L'ÉTAT DE LA VENTE DE LA PROPRIÉTÉ

TITRE : L'ÉTAT DE LA VENTE DE LA PROPRIÉTÉ

1170
97
VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTREMENT
T. 1000 } TOTAL: 1000
E. 1000 }
AUTONOME LE 18-8-78
L'INSPECTEUR DE L'ENREGISTREMENT

